

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 1487 DU 17 SEPTEMBRE 2024

PORTANT MISE EN DEMEURE

—
MAÎTRE DUBOC, ÈS QUALITÉ, LIQUIDATEUR JUDICIAIRE DE LA SOCIÉTÉ TREFILUNION,

—
Commune de Sainte-Colombe-sur-Seine

—
LE PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
PRÉFET DE LA CÔTE D'OR

Vu le code de l'environnement, et en particulier les articles L.171-6, L.171-8, L.511-1, L.511-2, L.512-7 et L.514-5 ;

Vu le code du commerce, notamment les dispositions de l'article L.641-9-I ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 août 2001 portant autorisation d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2004 portant prescriptions complémentaires prescrivant des mesures de réduction de la consommation d'eau en cas de situation hydrologique critique ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2010 portant prescriptions complémentaires ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 mai 2017 portant prescriptions complémentaires ;

Vu l'arrêté préfectoral n°1082 du 26 octobre 2020 portant modification de l'autorisation environnementale dont bénéficie la société Trefilunion sur la commune de Sainte-Colombe-sur-Seine ;

Vu l'arrêté préfectoral n°1014 du 30 novembre 2020 portant modification de l'autorisation environnementale dont bénéficie la société Trefilunion SAS pour exploiter une installation de production de fils et de torons de précontrainte sur la commune de Sainte-Colombe-sur-Seine ;

Vu l'arrêté préfectoral n°1323 du 10 novembre 2022 portant modification de l'autorisation environnementale dont bénéficie la société Trefilunion pour exploiter une installation de production de fils et torons de précontrainte sur la commune de Sainte-Colombe-sur-Seine ;

Vu le jugement du 11 avril 2023 du tribunal de commerce de Bar-le-Duc prononçant la liquidation judiciaire de la société Trefilunion (n° RCS : 843 137 373 RCS Bar le Duc) et désignant Maître DECHRISTE Hervé liquidateur judiciaire de la société ;

Vu le courrier du 27 avril 2023 par lequel Maître DECHRISTE notifie la cessation totale des activités de l'établissement de Tréfilunion situé sur la commune de Sainte-Colombe-sur-Seine ;

Vu le dossier de cessation définitive d'activité à l'issue d'une liquidation judiciaire n° 20230013 du 8 septembre 2023 ;

Vu le courrier du 13 octobre 2023 précisant que l'usage pressenti suite à la cessation est de type industriel ;

Vu l'ordonnance du 5 juillet 2023, désignant la SELARL BERTHELOT ET ASSOCIES prise en la personne de Maître Bérénice DUBOC aux fonctions de liquidateur en remplacement de Maître Hervé DECHRISTE ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 22 juillet 2024 relatif à la visite d'inspection du 2 mai 2024 de l'installation exploitée par la société Trefilunion à Sainte-Colombe-sur-Seine ;

Vu le courrier en date du 22 juillet 2024 transmettant le rapport susvisé et le projet d'arrêté préfectoral à l'exploitant, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement et l'informant du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu les observations formulées par Maître DUBOC, ès qualité, liquidateur judiciaire de la société Trefilunion, par courrier du 2 août 2024 sur le projet d'arrêté préfectoral ;

Considérant que l'article L. 641-9-I du code du commerce dispose : "Le jugement qui ouvre ou prononce la liquidation judiciaire emporte de plein droit, à partir de sa date, dessaisissement pour le débiteur de l'administration et de la disposition de ses biens composant le patrimoine engagé par l'activité professionnelle, même de ceux qu'il a acquis à quelque titre que ce soit tant que la liquidation judiciaire n'est pas clôturée. Les droits et actions du débiteur concernant son patrimoine sont exercés pendant toute la durée de la liquidation judiciaire par le liquidateur." ;

Considérant alors qu'il appartient au liquidateur qui assure l'administration de biens d'un débiteur comprenant une installation classée pour la protection de l'environnement dont celui-ci est l'exploitant, de veiller au respect des obligations découlant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que, par jugement du 11 avril 2023, le tribunal de Commerce de Dijon a désigné Maître DECHRISTE Hervé liquidateur judiciaire de la société Tréfilunion (n°RCS : 843 137 373 RCS Bar-le-Duc) ;

Considérant que par l'ordonnance du 5 juillet 2023, la SELARL BERTHELOT ET ASSOCIES prise en la personne de Maître Bérénice DUBOC a été désignée aux fonctions de liquidateur en remplacement de Maître Hervé DECHRISTE ;

Considérant que les installations exploitées jusqu'au 27 avril 2023 relevaient du régime de l'autorisation en application de la réglementation s'appliquant aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que dans ces conditions, la procédure de cessation d'activité doit être conduite selon les dispositions prévues aux articles R. 512-39-1 et suivant du code de l'environnement ;

Considérant que Maître DECHRISTE a notifié la cessation d'activité de la société Trefilunion par courrier en date du 27 avril 2023 ;

Considérant que dans son courrier du 13 octobre 2023, Maître DECHRISTE précise que l'usage pressenti est de type industriel ;

Considérant que le II de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement dispose que la notification prévue au I du même article indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

Considérant que le IV de l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement prévoit que la mise en sécurité comporte notamment les mesure suivantes :

"1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux."

Considérant que lors de la visite d'inspection en date du 2 mai 2024, l'inspection des installations classées a procédé à la visite des parties accessibles du site et a notamment constaté que :

- l'ensemble des déchets conditionnés n'avaient pas été évacués ;
- le silo de chaux vive n'avait pas été vidé ;
- les opérations de mise en sécurité des cuves de fuel n'avaient pas été réalisées ;
- les eaux susceptibles d'être polluées dans la station de neutralisation n'avaient pas été gérées ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement susvisé ;

Considérant que l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement prescrit que l'exploitant transmet au préfet dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte-tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés, et que ce mémoire est accompagné d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site ;

Considérant que l'arrêt définitif a été notifié le 27 avril 2023, dès lors l'exploitant aurait dû remettre le mémoire de réhabilitation avant le 27 octobre 2023 ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement susvisé ;

Considérant que le non-respect de ces dispositions réglementaires sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure Maître DUBOC, ès qualité, liquidateur judiciaire de la société Trefilunion de respecter les prescriptions applicables aux installations ;

Considérant que le rapport de l'inspection des installations classées du 22 juillet 2024 susvisé et le projet du présent arrêté ont été portés à la connaissance de Maître DUBOC, ès qualité, liquidateur judiciaire de la société Trefilunion, le 22 juillet 2024, afin qu'il puisse formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

Considérant les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 2 août 2024;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Côte-d'Or ;

ARRÊTE

Article 1

Maître DUBOC, ès qualité, liquidateur judiciaire de la société Trefilunion (RCS : 830 000 451), dont le siège social est situé 15 rue des Métiers – 42 600 SAVIGNEUX, exploitant une installation de production de fils et torons située rue des tréfileries sur la commune de Sainte-Colombe-sur-Seine (SIRET 843 137 373 00026) est mis en demeure de respecter les prescriptions suivantes sous 9 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- article R. 512-39-1 du code de l'environnement :

« II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. ».

« III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

L'exploitant transmet cette attestation [ATTES SECUR] à l'inspection des installations classées. ».

- article R. 512-39-3 du code de l'environnement :

« I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet [...] un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte-tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. [...]

Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation [ATTES MEMOIRE] de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs [...]. »

Article 2

À défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1, il peut être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Article 3

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 4

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr/>.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de

quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 5

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à Maître DUBOC, ès qualité, liquidateur judiciaire de la société Trefilunion.

Article 6

Le secrétaire général de la préfecture des Côte-d'Or, le maire de la commune de Sainte-Colombe-sur-Seine et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée

Le préfet
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général
Signé
Johann MOUGENOT